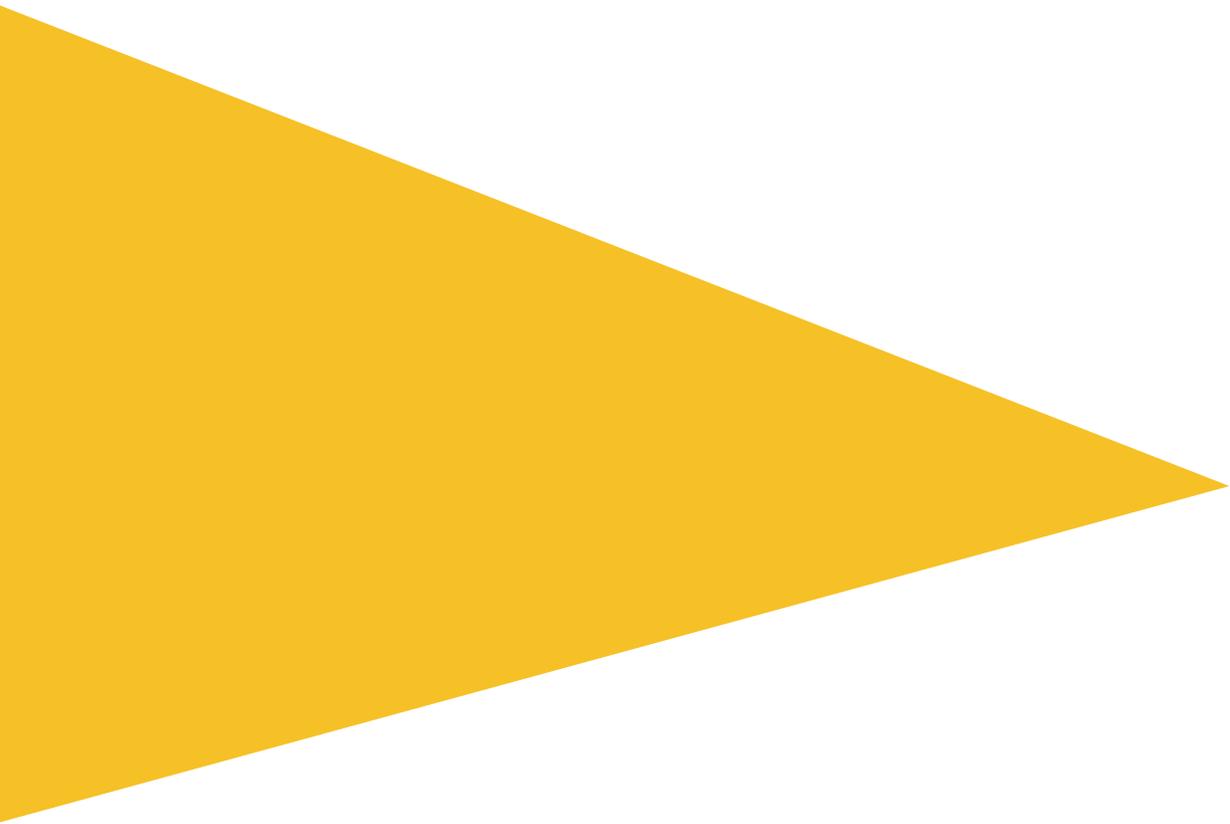




LA RECHERCHE ET L'INNOVATION SOCIALE DANS L'ÉCONOMIE WALLONNE

Clôture du programme « **GERMAINE TILLION** »
(2013 - 2018)



LA RECHERCHE ET L'INNOVATION SOCIALE DANS L'ÉCONOMIE WALLONNE

Clôture du programme « **GERMAINE TILLION** »
(2013 - 2018)



SOMMAIRE

P 06	INTRODUCTION
P 08	L'APPEL « GERMAINE TILLION »
P 14	LISTE DES PROJETS FINANCÉS
p 16	BEST
p 18	CAREGIVER2
p 20	HISTOWEB
p 24	INSOLL
p 28	NWOWPME
p 30	PALEF
p 32	PLUME
p 36	POPVIHAB
p 38	PROGRESS
p 40	SHAREABIKE
p 42	VISIONARY
p 44	WEBDEB
p 48	WISDOM
P 50	POSTFACE
P 52	LE COLLOQUE DU 1ER OCTOBRE 2019 (PROGRAMME)



INTRODUCTION

Voici déjà deux décennies que l'Union européenne doit faire face à des défis sociétaux qui nécessitent d'agir autrement.

Sans hiérarchie entre eux, nous pouvons citer les changements technologiques qui ont accru la complexité de l'environnement des organisations, accentué la demande de compétences, creusé le fossé entre la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée, créant un déséquilibre entre ceux qui possèdent et emploient la technologie et ceux qui n'y ont pas accès.

De leur côté, les technologies de l'information ont radicalement changé les procédés de production, de marketing, d'organisation, de financement, d'enseignement et de gestion des ressources humaines. Pourtant, elles peuvent offrir de nouvelles possibilités pour la gestion des connaissances.

La crise financière, économique et sociale de 2008 a mis à mal les efforts européens de diminuer le taux

de chômage de 12% en 2000 à 7% en 2008. En effet, en 2009, le taux de chômage atteint les 10% et touche particulièrement les jeunes. La pauvreté et l'exclusion sociale touchent aujourd'hui 17% de la population européenne.

Le vieillissement de la population est le défi par excellence pour notre société : le changement démographique combiné à une baisse de la natalité a pour conséquence que les systèmes de protection sociale seront de moins en moins bien financés. Le rapport entre la population active et non active engendre un déséquilibre sur le marché du travail. Malgré un nombre grandissant de chômeurs, les postes vacants n'arrivent pas à être remplis.

Enfin, le changement climatique a un coût non négligeable qui se calcule sur le long terme et nécessite donc aujourd'hui des réponses en termes d'énergies, de gestion d'infrastructures et de modification de comportements.



Pour faire face à ces défis sociétaux, nous avons besoin de trouver de nouvelles idées qui permettent à la fois de combler les besoins sociaux et de créer des solutions durables, des opportunités d'emploi ainsi que de nouveaux marchés. Nous avons besoin de changements qui améliorent le bien-être de notre société tout en permettant de rencontrer les défis économiques et en respectant l'environnement.

C'était l'objectif principal du programme « Germaine Tillion » dont les 13 projets financés sont détaillés dans les pages qui suivent et apportent, autant que faire se peut, des réponses à ces questions.

À sa manière donc, et pour la première fois, la Wallonie a dédié un programme dédié exclusivement à cette thématique, qui, transversale, se retrouve aussi au sein des autres programmes gérés par le SPW EER tels First spin-offs, Win²Wal ou BEWARE.

Ir Isabelle Quoilin

Directrice générale du Service public de Wallonie Économie Emploi Recherche



L'APPEL "GERMAINE TILLION"

On entend par innovation sociale « l'exploitation de l'ingéniosité des institutions, des associations et des entreprises sociales pour trouver de nouveaux moyens de répondre aux besoins sociaux que le marché ou le secteur public ne parviennent pas à satisfaire d'une manière suffisante. L'innovation sociale peut aussi consister à exploiter cette même ingéniosité pour susciter les changements de comportement qui sont nécessaires pour relever les grands défis auxquels sont confrontées nos sociétés. En outre, elles donnent les moyens d'accéder à l'autonomie et génèrent des relations sociales et des modèles de collaboration d'un nouveau genre. Elles sont donc à la fois innovantes en soi et utiles pour la capacité de la société à innover. »

Ainsi définie, l'innovation sociale se caractérise par son aspect novateur ou hors normes et par l'objectif général qu'elle poursuit, c'est-à-dire celui de favoriser le mieux-être des individus et des collectivités. Elle est tout autant caractérisée par un processus de mise en œuvre impliquant une coopération entre une diversité d'acteurs que par les résultats obtenus, immatériels ou tangibles. À plus long terme, les innovations peuvent avoir une efficacité sociale qui dépasse le cadre du projet initial et représenter un enjeu qui questionne les grands équilibres sociétaux. Elles deviennent alors sources de transformations sociales et peuvent contribuer à l'émergence d'un nouveau modèle de développement.

En 2013, la Wallonie a lancé un nouvel appel à proposition en innovation sociale sous l'appellation « Germaine Tillion », dont l'objectif principal est de favoriser les démarches de recherche et développement et d'innovation sociale en réponse aux défis majeurs de notre société.

La Wallonie considère, en effet, l'innovation sociale comme un moyen essentiel pour relever les défis sociétaux dans lesquels la frontière entre le social et l'économique s'estompe. Durant la dernière décennie, un ensemble d'entreprises actives dans ce secteur se sont développées, cherchant résolument à apporter des réponses nouvelles à des situations sociales jugées insatisfaisantes, situations susceptibles de se manifester dans tous les secteurs de la société.

Quatre domaines de recherche ont été identifiés :



Évolution du système de transport, mobilité et cadre de vie

- Face aux problèmes des transports et de mobilité, les implications en termes de coût économique, de perte de compétitivité des entreprises, des défis environnementaux, d'attractivité et de santé publique se font ressentir.
- Les recherches peuvent porter sur les nouvelles formes et technologies de déplacement, de logistique, d'urbanisme, nouvelles formes d'habitat.



Évolution sociodémographique

- Il s'agit de favoriser les innovations sociales visant l'amélioration des conditions de vie, notamment en ce qui concerne le vieillissement de la population, l'emploi du temps, la consommation, la santé et la sécurité des personnes.
- Exemples : services collectifs, nouvelles manières de produire et de consommer, prise en charge sociale, besoins et offres de soins et de services, impact des TIC dans ces divers domaines.



Travail et emploi

- Ces innovations doivent contribuer au développement de nouvelles approches, compétences, à l'adaptation des dispositifs d'emploi et de formation.
- Les sujets pourront aborder les domaines suivants : l'organisation du travail, la gouvernance des entreprises, les ajustements à opérer afin d'accompagner des mutations profondes de l'appareil productif, les nouvelles filières de production, les nouveaux modes de travail (télétravail, design entrepreneurial...), la gestion des fins de carrière.



Transition numérique

- Les technologies de l'information et de la communication peuvent servir de levier à l'innovation sociale en tant que vecteurs d'intégration sociale et d'insertion professionnelle :
 - comme support d'apprentissage ou d'expertise permettant de répondre à des besoins d'accès aux savoirs
 - comme vecteur d'accès au marché de travail et à l'inclusion sociale
 - comme services innovants via le développement d'outils, qui répondent à des besoins des citoyens
 - comme nouvelles formes d'espace d'apprentissage et de travail augmentés du support numérique comme les espaces collaboratifs de travail ou les laboratoires virtuels.

Une approche interdisciplinaire a été privilégiée.

L'appel « Germaine Tillion » s'adresse donc aux unités universitaires et aux unités de haute école chargées d'exécuter le programme de recherche portant sur un livrable justifié par rapport à l'état de l'art et à son impact socioéconomique pour la Wallonie. Les ASBL., les entreprises et les institutions ont été invitées à participer au financement de la recherche en qualité de parrains.



La Wallonie finance le projet de recherche à hauteur de 95 %. Les modalités du financement du solde de 5% dépendent de la filière de valorisation de la recherche.

La durée de la recherche est justifiée par les moyens mis en œuvre pour atteindre l'objectif fixé. La recherche est limitée à une durée maximale de trois ans (avec régime dérogatoire).

Cet appel correspond à une attente réelle des chercheurs concernés et des PME comme en témoigne son succès :

- 56 déclarations d'intention déposées le 25 juin 2013
- 56 réunions organisées avec les promoteurs en juillet et août 2013
- 24 projets complets déposés le 23 octobre 2013
- 13 projets ayant obtenu les cotations minima au terme du processus d'évaluation faisant appel à des experts étrangers et à un jury de sélection qui s'est réuni le 30 janvier 2014 ont été financés pour un montant de 8.977.438 euros.

QUI EST GERMAINE TILLION ?



Germaine Tillion est née à Allègre, en Haute-Loire (en Région Auvergne-Rhône-Alpes), le 30 mai 1907 et est décédée à Saint-Mandé, au sud de Paris, le 19 avril 2008.

Après son baccalauréat, en 1925, elle entame des études « qui lui plaisent » : archéologie, histoire des religions, égyptologie et ethnologie, notamment auprès de Marcel Mauss, le père de l'anthropologie française.

Entre 1935 et 1940, Germaine Tillion effectue plusieurs missions en Algérie pour étudier les tribus berbères et, lorsque la seconde Guerre mondiale éclate, entre en résistance. En 1943, avec sa mère, qui y mourra, elle est déportée à Ravensbrück. Libérée, elle quitte ce camp pour revenir en France, où elle entreprend de rassembler et de classer tous les documents sur l'histoire de ce lieu.

En 1947, Germaine Tillion reçoit le prix Pulitzer pour ses actes héroïques pendant le conflit. Elle réalise des enquêtes sur les crimes de guerre nazis ainsi que sur les camps de concentration soviétiques de 1945 à 1954.

Au cours de ses années de recherche, Germaine Tillion se rend de nombreuses fois en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Elle s'engage également dans différents combats politiques :

- pour l'enseignement dans les prisons
- contre la clochardisation du peuple algérien
- contre la torture pratiquée par l'armée française en Algérie
- pour l'émancipation des femmes de Méditerranée.

Germaine Tillion est entrée au Panthéon le 27 mai 2015.

Son nom est associé à plusieurs lieux (établissements scolaires, bibliothèques, rues ...).

LES PROJETS FINANCÉS PAR LE PROGRAMME "GERMAINE TILLION"

BEST
CAREGIVER2
HISTOWEB
INSOLL
NWOWPME
PALEF
PLUME
POPVIHAB
PROGRESS
SHAREBIKE
VISIONARY
WEBDEB
WISDOM



BIEN-ÊTRE, EMPLOI, SANTÉ ET TOURISME SOCIAL

COMMENT OPTIMALISER LES EFFETS DU TOURISME SOCIAL DANS LES DESTINATIONS ET CHEZ LES PERSONNES ÂGÉES (le cas des hébergements des mutuelles) ?

LE PROJET

Le projet BEST a été mené durant trois ans par un consortium composé du Laboratoire Interdisciplinaire Tourisme Territoires et Sociétés de l'Université libre de Bruxelles, coordinateur, du Centre de recherche en santé et développement psychologique de l'Université catholique de Louvain, d'Enéo et de Mutualités neutres Vacances. Ces deux derniers étant les parrains de cette étude.

La recherche a poursuivi deux objectifs : le premier étant de prouver que le fait de partir en vacances améliore le bien-être des seniors et par conséquent diminue les frais en soins de santé et le second de mettre en évidence le bénéfice financier pour la Région wallonne à remplir les centres de tourisme social hors saison touristique.

Lorsque ce projet a été élaboré, il répondait à deux besoins du secteur touristique. Tout d'abord, la recherche scientifique en tourisme n'avait pas encore véritablement apporté de réponse scientifique au lien entre les bienfaits des vacances et le bien-être général. Ensuite, le secteur du tourisme social en Wallonie (auquel les Mutualités appartiennent) se posait énormément de questions quant à son avenir et à de nouveaux modes de subventions. L'aide à la pierre ayant montré ses limites.

De plus, pendant la réalisation de ce projet est arrivé un nouvel élément contextuel : le nouveau Pacte d'avenir entre les Mutuelles et la ministre fédérale de la Santé. Dans celui-ci, l'aide aux vacances octroyée par les Mutuelles à leurs affiliés est très clairement remise en question, sous prétexte que les vacances ne sont pas des soins de santé.

En résumé, les principaux éléments qui ressortent de la recherche sont:

- que les vacances améliorent le bien-être des seniors et qu'elles peuvent être envisagées comme une intervention de santé intéressante. Cela a pu être prouvé scientifiquement par diverses analyses
- qu'une hausse de la fréquentation des établissements de tourisme social induirait croissance et stabilisation de l'emploi local, ainsi qu'une meilleure organisation des ressources touristiques.

Toutefois, l'analyse de la situation actuelle en Wallonie a aussi montré que :

- beaucoup de seniors ne partent pas en vacances pour différentes raisons, la première étant financière
- la seconde cause de non-départ est la santé
- les seniors ont des attentes spécifiques en ce qui concerne leurs vacances, et elles ne sont pas toujours rencontrées
- l'évolution en cours dans la politique de santé au niveau fédéral aurait pour effet de diminuer encore un peu l'accès au tourisme pour les moins nantis.

Face à ces constats, il est essentiel, dans le cadre de la politique fédérale de santé, de maintenir l'aide au départ en vacances comme partie intégrante d'une politique globale de la santé, et entre autres comme offre des mutuelles.

Le projet de Pacte d'avenir avec les organismes assureurs considère ce volet de l'offre comme accessoire, car non directement lié à la santé. L'étude a démontré le contraire en mettant en avant le lien existant entre accès au tourisme et bien-être, santé physique et psychologique.

Plus globalement, le fait de ne pas partir en vacances constitue de nos jours un facteur d'exclusion en tant que tel, qui s'ajoute au fait, pour certains seniors, de ne plus être sur le marché du travail. L'évolution vers une diminution des dépenses publiques, et entre autres des pensions légales, amènera une part sans doute plus importante qu'actuellement des seniors à ne plus avoir accès au tourisme, tout au moins via le circuit commercial classique. Le besoin d'aides publiques dans ce domaine se fera donc probablement davantage sentir à l'avenir.

Les pouvoirs publics se doivent d'assumer leur rôle de meneur en la matière, et les moyens financiers consacrés à cette politique devraient être à la hauteur des enjeux et bien supérieurs à ce qu'ils sont aujourd'hui. De plus, actuellement, l'intervention de la Région wallonne en matière de tourisme social se concentre sur l'aide à la pierre, qui ne permet pas toujours de toucher le public qui aurait le plus besoin de ce type d'aide. Une partie de ces aides publiques peut donc être considérée comme gaspillée. De ce fait, il semble indispensable de mettre en place, comme dans d'autres pays et régions, un mécanisme d'aide à la personne. Ce type de système, puisqu'il permet de mieux sélectionner les bénéficiaires de l'intervention, peut permettre un meilleur ciblage du public.

Mots-clés:

tourisme social | seniors | vacances | bien-être | économie locale

EN QUELQUES CHIFFRES

528.535 €
Budget

40 MOIS
Durée de la recherche

5
Publications

5
Conférences
(dont une en qualité d'organisateur)

Promoteur: Université libre de Bruxelles | Institut de gestion de l'environnement et d'aménagement du territoire (D^{re} Isabelle Bauthier - isabelle.bauthier@ulb.ac.be, P^{re} Anya Diekmann (anya.diekmann@ulb.ac.be))

Partenaires: Université catholique de Louvain | Centre de recherche en santé et développement psychologique (P^r Olivier Luminet)

Parrains: Mutualités neutres Vacances (Namur) | Enéo (Bruxelles)

SOUTIEN DES SOINS INFORMELS AUX PERSONNES ÂGÉES FRAGILES

ACCOMPAGNEMENT DES AIDANTS SUR BASE D'UNE ÉVALUATION CLINIQUE ET BIOLOGIQUE DE LA CHARGE DE SOINS

LE PROJET

Le maintien à domicile des personnes âgées dépendantes ne peut être réalisé qu'avec le soutien d'un aidant proche qui apporte son aide à la personne âgée en déficit d'autonomie.

Être aidant proche implique un investissement important sur le plan social, psychologique, financier et également somatique. Différentes études suggèrent que le fait d'être un aidant proche représente un facteur de risque pour la santé (Kiecolt-Glaser *et al.*, 2003; Wu *et al.*, 1999). Prévenir l'épuisement et les problèmes de santé d'un aidant se révèle donc indispensable pour permettre aux personnes âgées en perte d'autonomie de vivre le plus longtemps possible à domicile, dans de bonnes conditions pour le binôme aidant-aidé.

L'objectif de cette recherche était d'évaluer le stress physiologique des aidants à partir de l'identification de facteurs cliniques, biologiques, immunitaires et génomiques.

En concertation avec les équipes de coordination d'aide et de soins à domicile, la création d'un outil qui permettrait un dépistage précoce de l'épuisement de l'aidant et la mise en place d'aides au domicile étaient souhaitées. Les données de santé de 82 aidants proches prenant soin de leur conjoint, et de 82 personnes contrôles, vivant avec un conjoint autonome ont été comparées. L'équipe a également revu les aidants 16 mois après leur premier bilan de santé. Le fardeau de l'aidant a été évalué mais également ses ressources via le sentiment de cohérence. Les risques de fragilité, de

dépression, de dénutrition ont été dépistés. Les analyses biologiques ont inclus des marqueurs d'inflammation, d'immunité et des marqueurs transcriptomiques (expression des gènes).

Les résultats obtenus sont les suivants :

- l'âge moyen des aidants de l'échantillon est de 79 ans et un peu plus de la moitié sont des femmes. La plupart de ces aidants réalisent des activités instrumentales de la vie journalière comme faire les courses, les repas et préparer les médicaments. Une plus petite proportion d'entre eux effectue la toilette et l'habillage. Les professionnels les plus fréquemment présents au domicile des couples aidants-aidés sont les aides ménagères (59%), les infirmières (58%), les kinésithérapeutes (52%) et les aides familiales (23%). La grande majorité des conjoint aidés rencontrés présentaient des troubles cognitifs (82%)
- concernant le fardeau des aidants, la dimension la plus importante est la perturbation de ses activités. Deux tiers des aidants mentionnent qu'ils doivent s'interrompre dans leurs activités domestiques, ou qu'ils ont dû supprimer des activités de leur emploi du temps depuis qu'ils s'occupent de leur proche. Malgré ce fardeau, 69% des aidants considèrent l'aide informelle comme une source de gratification et d'épanouissement. Cette dimension mesure le désir et le plaisir de s'occuper de son proche. Nous retrouvons un fardeau plus important chez les aidants de patients plus dépendants pour les activités de la vie journalière.

Par contre, un âge plus avancé et un sentiment de cohérence plus élevé sont associés à un fardeau plus léger. Si le sentiment de cohérence semble être un facteur protecteur du fardeau, les formations destinées aux aidants expliquant la pathologie de la personne aidée et fournissant des conseils pour mieux gérer les différentes situations pourraient potentiellement diminuer le fardeau de l'aidant

- concernant leur santé, les aidants sont plus à risque de fragilité, plus à risque de consommer des antidépresseurs, d'avoir des nuits plus courtes et d'avoir plus de difficultés à maintenir leur réseau social
- d'un point de vue biologique, les marqueurs sanguins mesurés chez les aidants ne sont pas différents de ceux mesurés chez les personnes contrôles
- à la fois des caractéristiques de la personne aidée et de l'aidant sont associées à l'entrée en maison de repos du proche aidé. En effet, il a été observé une entrée en maison de repos du proche aidé dans deux circonstances : quand la personne aidée présentait une démence «assez grave» et lorsque l'aidant présentait un fardeau modéré à sévère.

La santé des conjoints aidants est complexe et malheureusement des déterminants de l'évolution de la fragilité ou du fardeau qui permettraient de faire une prévention plus ciblée des dyades « à risque » n'ont pas été trouvés.

La décision a alors été prise avec ASD Namur, le parrain du projet, de réaliser une formation aux professionnels du domicile afin de donner des pistes concrètes d'évaluation et de soutien aux aidants. Cette formation a aussi été l'occasion de découvrir un nouveau métier d'accompagnement des aidants créée à Bordeaux et de faire connaître les projets et les ressources que représentent l'asbl Aidants Proches

Mots-clés:
aidants proches | personnes âgées fragiles | santé | charge de soins | coordination de soins | maintien au domicile | biomarqueur

EN QUELQUES CHIFFRES

878.419 €
Budget

42 MOIS
Durée de la recherche

4
Publications

5
Conférences
(17 communications)

1
Prix et récompense
Prix de la meilleure communication orale de l'École doctorale (thématique Santé publique, santé et société)

7
Collaborations internationales

Promoteur: Université catholique de Louvain, CHU UCL (Pre Marie de Saint-Hubert - marie.desainthubert@uclouvain.be)

Partenaires: Université de Namur, Unité de recherche en biologie cellulaire animale (Pre Florence Debacq - Chainiaux) | Université de Liège, Centre d'immunologie (Pr Vincent Geenen et Dr Henri Martens)

Parrains: Aide et soins à domicile en province de Namur (Namur)

TRANSFORMATION DE LA PLATE-FORME LOGICIELLE WALLONNE CYTOMINE

UNE SOLUTION WEB DE VISUALISATION D'IMAGES NUMÉRIQUES EN UNE ÉCOLOGIE D'APPRENTISSAGE AU SERVICE DES TRAVAUX PRATIQUES EN HISTOLOGIE

LE PROJET

L'imagerie numérique devient omniprésente dans les métiers de la médecine et des sciences en général. L'histologie, la science qui étudie les cellules et les tissus du corps humain, n'échappe pas à la règle. Le microscope est de plus en plus souvent remplacé par un scanner et les médecins travaillent de plus en plus sur écran.

La montée en puissance du numérique questionne les universités quant à la meilleure manière de former les futurs médecins et scientifiques, non seulement à savoir utiliser ces nouveaux outils, mais aussi à lire, interpréter, comparer, contextualiser et discuter ces ressources inédites. Bref, à les préparer à leur métier tel qu'il sera quand ils l'exerceront, tout en prenant en compte les spécificités de la nouvelle génération d'étudiants en ce qui concerne le rapport aux technologies, le rapport au savoir et le rapport à soi.

Ce nouveau besoin de formation au numérique par le numérique est d'autant plus aigu qu'il intervient dans un contexte d'énorme accroissement du nombre d'étudiants en médecine, couplé à une stagnation (au mieux), des budgets consacrés à l'encadrement.

Le projet HISTOWEB prend acte de ces mutations et les aborde par le biais d'une innovation techno-pédagogique : la mise au point d'un microscope virtuel adapté aux contextes actuels de l'enseignement universitaire et son intégration au sein d'écosystèmes d'apprentissage destinés aux étudiants en histologie,

chez les différents partenaires : Université de Liège, Université libre de Bruxelles et Université de Namur.

Concrètement, cet objectif se matérialise dans la transformation de la plate-forme logicielle wallonne Cytomine (<http://cytomine.org>) – une solution web existante d'échange, de visualisation, d'annotation et d'analyse collaborative semi-automatique d'images numérisées – et son intégration dans des écosystèmes d'apprentissage impliquant plusieurs activités pédagogiques tirant parti des initiatives partielles existant chez les partenaires et des évolutions techniques les plus récentes.

À l'heure où l'histologie s'enseigne encore avec – au mieux – des microscopes traditionnels, HISTOWEB prend en charge ces besoins en dotant l'enseignement supérieur wallon d'un outil inédit pour faciliter l'accès le plus large, le plus flexible et le plus autonome possible à une imagerie biomédicale de très haute qualité. Le projet répond par la même occasion à l'exacerbation des difficultés logistiques liées à l'organisation des travaux pratiques pour un nombre croissant d'étudiants. Il sert enfin de levier pour repenser à nouveau frais la cohérence générale de l'enseignement de l'histologie.

Le projet HISTOWEB a permis :

- la production, sous licence *open source*, d'une version de la plateforme Cytomine intégrant de nombreuses fonctionnalités relatives aux besoins des enseignants et des étudiants (<http://cytomine.org> et <http://github.com/cytomine>)
- l'organisation, à l'Université de Liège et à l'Université de Namur, de nouvelles pratiques pédagogiques, incluant le microscope virtuel. Les travaux pratiques en histologie, anciennement sous microscope, en présentiel, se donnent maintenant en partie ou entièrement à distance, via internet. Les étudiants en médecine, médecine vétérinaire, dentisterie, sciences biomédicales et biologie ont virtuellement leur microscope sous le bras, à toute heure et en tout lieu, ce qui leur confère une bien plus grande autonomie dans leur métier d'étudiant, tout en les préparant à ce que seront les plateformes numériques de diagnostic qu'ils rencontreront durant leur carrière. À l'issue du projet, ces universités partenaires ont pris les mesures nécessaires pour que les dispositifs pédagogiques créés sous HISTOWEB soient stabilisés et pérennisés
- l'organisation, à l'Université de Liège, d'un MOOC (*Massive Open Online Course* : cours ouvert massif et en ligne) dédié à l'histologie qui a permis à plusieurs dizaines de milliers de personnes de s'initier à cette science et de se préparer ainsi à d'éventuelles études en médecine ou en sciences biologiques. Ce MOOC en est maintenant à sa quatrième édition
- la validation, à l'Université libre de Bruxelles, des fonctionnalités apportées à Cytomine, dans un cadre de formation d'experts, plus proche d'une démarche diagnostique propre à la pratique clinique
- la création de Cytomine SCRLFS, une spin off de l'Université de Liège, qui, sous la forme d'une coopérative à finalité sociale (Société coopérative à responsabilité limitée et à finalité sociale), commercialise des produits et services relatifs au logiciel open source Cytomine, en anime la communauté, et en coordonne le développement (voir <http://cytomine.coop> pour plus d'informations)

À l'issue du projet, ce sont donc plusieurs universités belges francophones qui ont modifié en profondeur, et pour longtemps, leur mode d'enseignement de l'histologie. Elles ont depuis été rejointes par de nombreuses autres universités européennes, via la coopérative Cytomine, ce qui tend à prouver l'adéquation des développements réalisés avec les besoins de la profession. Ce sont aussi des milliers de francophones, écoliers, étudiants ou professionnels, qui, de par le monde, au moyen d'un MOOC, ont pu être formés à cette science, qui est un des socles fondamentaux des formations en sciences du vivant. C'est, enfin, une jeune entreprise qui a été créée pour assurer la pérennité de l'outil créé durant ces recherches, et qui a pris l'engagement de toujours produire une version gratuite et *open source* du logiciel créé durant cette convention de recherche HISTOWEB, et qui a inscrit dans ces statuts la promotion et le développement de l'*open source* et l'ouverture au plus grand nombre de l'accès aux bénéfices liés à l'utilisation de l'imagerie haute définition et à l'analyse d'images de manière générale.

EN QUELQUES CHIFFRES

1.000.369 €

Budget

36 MOIS

Durée de la recherche

5

Publications
(5 autres en préparation)

48

Conférences

1

Prix et récompense

Le MOOC sur l'histologie a été jugé par le journal *Le Monde* comme un des meilleurs pour tester son affinité avec la médecine

Mots-clés: écologie d'apprentissage | histologie | imagerie médicale | coupes histologiques | numérisation | environnements d'apprentissage | Cytomine | Web 2.0 | design science | dispositifs hybrides | interactivité | personnalisation de l'apprentissage | compétences disciplinaires et transversales

Promoteurs: Université de Liège | Institut de formation et de recherche en enseignement supérieur (P^r Dominique Verpoorten - dverpoorten@uliege.be)

Partenaires: Université de Liège | Institut Montefiore (P^r Louis Wehenkel); Université de Liège | Centre de recherche sur les protéines Prion (P^{re} Pascale Quatresooz); Université de Liège | Centre de recherche sur l'instrumentation, la formation et l'apprentissage (P^{re} Brigitte Denis); Université libre de Bruxelles | Laboratoire d'anatomie pathologique (P^{re} Isabelle Salmon); Université de Namur | Unité de recherche en biologie des micro-organismes (P^r Eric Depierreux)

Parrain: SMASH (Liège)

INNOVATION SOCIALE PAR LE LIVING LAB

LE PROJET

Le Living Lab est une démarche d'innovation dite « ouverte » : elle est mobilisée au service de besoins non couverts d'une population en impliquant activement et dès le début les parties prenantes concernées.

Une variété d'innovations peut résulter de la démarche Living Lab : des innovations technologiques, sociales, organisationnelles, institutionnelles, de processus, de produits, ou encore de services. Ces innovations peuvent être marchandes ou non-marchandes, mais visent de façon prioritaire l'intérêt collectif, ce qui est particulièrement pertinent dans le domaine de la santé.

Le Living Lab, c'est une philosophie, qui pense à nouveaux frais l'innovation.

Dans la pratique, la mise en place d'une telle démarche implique de :

- définir les conditions favorables pour permettre aux parties prenantes de sortir de leur routine, de penser *out-of-the-box*, et ainsi être plus créatifs
- utiliser des méthodes participatives pour favoriser la cocréation de solutions avec toutes les parties prenantes concernées, y compris les usagers
- prendre en compte le contexte qui entoure la problématique : le Living Lab développe en environnement réaliste, des innovations situées et réalisables dans un contexte précis.

Les chercheurs ont défini quatre scénarios possibles d'applications de Living Lab santé en Wallonie : ces quatre scénarios sont des propositions réalistes et concrètes de Living Labs Santé pour la Wallonie, que l'on pourrait mettre en œuvre demain :

- le SeniorLab est un centre de recherche agréé regroupant une vingtaine de chercheurs, avec la mission d'identifier des besoins clés autour des problèmes d'autonomie des personnes âgées pour développer des solutions adaptées
- l'Hospilab est une cellule de soutien à l'innovation, qui s'intègre dans le pôle « stratégie » d'un groupe hospitalier pour favoriser l'innovation collaborative entre acteurs et partenaires de l'hôpital, en mobilisant l'expérience des patients
- le LocaLab est une cellule autonome qui cherche à renforcer les soins de première ligne sur un territoire limité
- le CoopLab est une société coopérative créée et soutenue par une mutualité, qui met en réseau des porteurs de projets et des partenaires, en vue d'améliorer la qualité de vie des patients atteints de maladies chroniques.

Ces quatre scénarios ont permis de mettre en évidence les tensions à résoudre entre les dimensions de l'organisation d'un Living Lab Santé en Wallonie, en se posant les bonnes questions pour la mise en œuvre de la structure et la gestion des projets.



Comment faciliter l'émergence de Living Lab en Wallonie ?

L'approche Living Lab sur un territoire ou dans un secteur donné peut être tantôt encouragée, tantôt freinée par des actions publiques. En soutenant l'approche Living Lab les pouvoirs publics pourraient encourager des innovations plus responsables et plus durables, en mobilisant une logique long-termiste.

Ils pourraient bénéficier d'un retour sur investissement des aides publiques, à une échelle globale parce que la mise en place de l'approche Living Lab permettrait aussi de renforcer la compétitivité d'une région et/ou d'un secteur particulier :

- des incitants financiers : pour la mise en place de la structure ou le financement du personnel ; soutien aux projets par des outils de « tiers payeurs » tels que des « chèques innovation » ou les *social impact bonds* ; soutien à la mise en réseau pour assurer la création d'une chaîne de valeur plus intégrée sur le territoire
- des outils d'information : soutenir la visibilité de la philosophie Living Lab en relatant les success stories, en soutenant les formations favorisant l'innovation ouverte et pluraliste:
- des outils persuasifs : pour favoriser l'implication des usagers (ou l'approche Living Lab) dans les projets d'innovation
- des outils de régulation : pour valoriser les projets non-technologiques ou projets sociaux dont les retombées sont indirectes ; pour assurer le transfert adéquat de la propriété intellectuelle.

Mots-clés:
Innovation | usager | utilisateur | Living lab | santé | créativité | interdisciplinaire

L'étude des scénarios et leur mise à l'épreuve par des discussions avec les acteurs de la santé en Wallonie a mis en évidence le fait que différentes structures d'innovation ont besoin de soutiens différents :

- l'innovation sur un territoire local (LocaLab) a besoin de soutien financier structurel pour créer le réseau de soutien local, qui peut élarger des budgets des pouvoirs locaux ou des subsides régionaux / européens
- l'innovation au sein d'une structure hospitalière (Hospilab) doit mobiliser des compétences spécifiques pour assurer une gestion participative des projets mais les retours sont immédiats et le besoin de subsides très limité
- l'innovation dans une structure mutualiste (CoopLab) a déjà de nombreuses ressources à sa disposition via le réseau des coopérateurs : le mode de valorisation des innovations doit être revu pour inciter les coopérateurs à intégrer les usagers dans leurs travaux
- l'innovation dans un centre de recherche (SeniorLab) peut être financée par les services prestés et par les projets de recherche et d'innovation qui peuvent être financés par des partenaires privés ou des programmes régionaux ou européens.

Le Living Lab repose sur une philosophie qui impose de penser à nouveaux frais l'innovation. Cette nouvelle philosophie demande de mettre en avant la légitimité des processus d'innovation ouverte ; de soutenir des nouvelles méthodes de travail et de communication ainsi que l'investissement des acteurs dans le développement de réseaux assurant le maintien d'écosystèmes centrés sur l'innovation ouverte.

EN QUELQUES CHIFFRES

620.374 €
Budget

36 MOIS
Durée de la recherche

2
Publications

3
Conférences
(4 présentations)

1
Collaboration internationale

Promoteurs: Université de Liège | Faculté de droit et de science politique (Pr^e Catherine Fallon - catherine.fallon@uliege.be)

Partenaires: Université de Namur | Centre de recherche Information, droit et société (Pr^r Alexandre De Streel)

Parrains: Centre hospitalier chrétien (Liège) | Symbiose Biomaterials (Liège) | Bridge2Health (Liège)

ÉLABORATION D'UNE PLATE-FORME DE RESSOURCES ET D'ÉCHANGES DE BONNES PRATIQUES

POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TRAVAIL À DISTANCE DANS LES PME

LE PROJET

Le contexte de globalisation et d'individualisation de la relation de travail, de même que l'usage croissant des TIC (technologies de l'information et de la communication) et le développement des pratiques de flexibilité du travail – notamment spatio-temporelles – ont contribué depuis une trentaine d'années à transformer les structures organisationnelles et donc les pratiques de gestion.

Le travail à distance a évolué au fil du temps au travers de formes individuelles puis collectives, vers une généralisation à toute l'entreprise, voire au-delà de ses frontières. Cette virtualisation du travail impose de promouvoir le travail collaboratif, de redéfinir les espaces et les flux à partir de la mobilisation des talents où qu'ils soient, de fournir des technologies intuitives et sûres, de valoriser les individus par une GRH (gestion des ressources humaines) flexible... Cela suppose une évolution de nombreuses dimensions relatives à l'organisation de travail, à la GRH et au style de leadership, ainsi qu'à des aspects techniques tels que la sécurité des échanges ou la portabilité des applications, entre autres. Les défis sont nombreux, et les entreprises ne disposent pas toujours des ressources ou de l'expérience nécessaire pour y faire face. Avec le recours important au temps partiel et au télétravail, les employeurs font fréquemment face au défi important du déclin de l'implication organisationnelle de leurs collaborateurs. Se sont alors développées des politiques de convivialité et de réorganisation des espaces de travail afin de renforcer le lien social entre employés.

Promoteur: Université de Liège | LENTIC - Laboratoire d'études sur les nouvelles technologies, l'innovation et le changement (Pr François Pichault - f.pichault@uliege.be)

Partenaire: Université catholique de Louvain - Louvain School of Management (Pr Laurent Taskin) | Université catholique de Louvain - Institut d'informatique, de télécommunications, d'électronique et de mathématiques appliquées (Pr Benoit Macq)

Parrain: Acerta (Bruxelles) | Fondation pour la jeune entreprise (Corbaix) | 3GSP (Meux)

Les premières fondations du NWOW (*New World of Work*) étaient nées, et avec elles, les principaux enjeux qui y sont traditionnellement associés : mobilité, environnement, conciliation vie privée-vie professionnelle, gestion du changement ...

Certes, le NWOW apparaît comme une thématique en essor, mais semble à ce jour investie presque exclusivement par les grandes entreprises et organisations publiques. *A contrario*, les PME semblent relativement absentes et démunies face à cette tendance dont elles n'exploitent pas tout le potentiel, alors même que leurs besoins en matière de flexibilité, de rétention des compétences, d'économie des ressources, s'expriment de manière croissante.

Ce projet vise donc à proposer aux PME une plateforme rassemblant un ensemble de bonnes pratiques et d'échanges d'expériences de mise en œuvre de différentes formes de travail à distance, dans la perspective d'une professionnalisation des modes de gestion des PME en vue d'éviter le risque d'une distanciation avec les grandes entreprises.

Le projet NWOWPME vise à identifier à quelles conditions le NWOW peut répondre aux besoins spécifiques des PME, mais aussi d'évaluer les impacts de ces expériences sur plusieurs dimensions: qualité de vie au travail, flexibilité, collaboration, gestion des équipes et management.

Sur le plan technique, ont été pris en considération : la sécurité des échanges, la portabilité des applications, le partage de plateformes et d'accès distants ...

Les objectifs de la plateforme NWOW | Digital Wallonia, développée dans le cadre du projet, sont les suivants :

- développer et formaliser un réseau rassemblant diverses catégories d'acteurs autour de la thématique
- capitaliser l'expérience des entreprises engagées dans ce type d'initiatives
- accompagner les PME qui souhaiteraient mettre en place divers dispositifs en matière de NWOW en leur prodiguant différentes ressources telles qu'un guide méthodologique et un répertoire d'experts.

Hébergée sur Digital Wallonia, la plateforme NWOWPME est en ligne (<https://nwow.bydw.be/>) et opérationnelle depuis fin 2017. Elle a fait l'objet de plus de 2000 visites dès le premier mois de son lancement.

Les résultats issus du projet ont par ailleurs été présentés dans plusieurs conférences scientifiques et grand public, au niveau national et international.

Mots-clés:
NWOW | travail à distance | PME

EN QUELQUES CHIFFRES

509.434 €
Budget

40 MOIS
Durée de la recherche

5
Conférences

MISE EN ŒUVRE D'UNE PLATEFORME D'APPRENTISSAGE EN LIGNE

PERMETTANT L'AMÉLIORATION DES COMPÉTENCES EN LECTURE ET EN ÉCRITURE EN LANGUE FRANÇAISE

LE PROJET

La maîtrise du français tant à l'oral qu'à l'écrit est essentielle dans le monde de l'entreprise. Les contraintes organisationnelles, la gestion de la qualité et l'omniprésence de l'informatique nécessitent une maîtrise de la langue suffisante pour atteindre un seuil d'employabilité. Il est donc indispensable pour un demandeur d'emploi, quelle que soit sa fonction, de disposer de ces compétences.

Cette maîtrise de la langue est fortement liée au niveau de diplôme. Or, en Wallonie un peu plus de 23% des demandeurs d'emploi disposent au maximum d'un diplôme primaire. Sur un total de 308.000 demandeurs d'emploi wallons, cela représente un public cible de 70.840 personnes (informations recueillies auprès du FOREM). Ce public, ayant quitté le cursus scolaire prématurément, nécessite une autre approche de la formation, plus attrayante, plus ludique, plus adaptée à ses besoins. Les plateformes d'apprentissage en ligne apparues ces dix dernières années permettent à présent de répondre en partie à ces demandes.

PALEF vise à améliorer la maîtrise de la langue française des demandeurs d'emploi wallons.

Ce service est proposé dans une plateforme originale d'apprentissage personnalisé en ligne qui permet d'adapter les parcours aux acquis préalables et à l'évolution des compétences de chacun, à travers des contenus éditoriaux qui intéressent ce public et dans un format séduisant, attractif et ludique.

La recherche a abouti à une architecture pédagogique et informatique tout-à-fait inédite et innovante s'appuyant à la fois sur une synthèse des référentiels existants et des compétences attendues au niveau métier, ainsi que sur l'application du cadre européen en apprentissage en langue étrangère spécifiquement adapté pour la langue maternelle. Il s'agit d'avancées majeures pour évaluer objectivement le niveau de connaissance acquis et donc le chemin à parcourir pour combler les lacunes.

Les perspectives de valorisation sont réelles grâce à la collaboration étroite mise en place avec le FOREM. Ces perspectives seront encore plus importantes quand la base de données d'exercices se sera spécialisée (hyperspécialisation par métier), en se concentrant sur des métiers en pénurie et sur des formations souffrant d'un manque de formateurs.

EN QUELQUES CHIFFRES

727.527 €

Budget

36 MOIS

Durée de la recherche

2

Conférences

Promoteur: HENALLUX à Marche (D^r Julien Lecointre - julien.lecointre@henallux.be)

Partenaire: HE Léonard de Vinci à Bruxelles (D^r Philippe Dekimpe)

Parrain: Editions Averbode (Bouge)

Mots-clés:

plateforme d'apprentissage | compétences | langue française | lecture | écriture | demandeur d'emploi | Moodle | Claroline connect | FOREM | TIC | apprentissage sur tablettes

UN PROJET ALLIANT LUMINOTHÉRAPIE ET ERGOTHÉRAPIE DANS LE DOMAINE DE LA PSYCHOGÉRIATRIE

LE PROJET

Le projet PLUME repose sur l'emploi de la lumière et sur la possible adéquation entre lumière et activité de type ergothérapeutique en tant qu'approches non pharmacologiques dans le vieillissement. Dans cette perspective le projet s'est basé sur deux contextes différents :

- une salle d'hospitalisation psychogériatrique (la salle 1A de l'hôpital du Pèrî, hôpital faisant partie des cliniques de l'Intercommunale de soins spécialisés de Liège - ISoSL)
- un milieu résidentiel de type maison de repos (résidence du Chemin de Loncin ; ISoSL).

Au sein de ces deux contextes, les modalités d'utilisation de la lumière différaient.

Dans un cas (volet psychogériatrique, site Pèrî) le projet s'est basé sur un dispositif technique d'application de la lumière de type architectural : un tel système intègre la lumière potentiellement bienfaisante dans le lieu de vie (en l'occurrence les salles communes et certaines chambres de la salle 1A), remplaçant ainsi l'éclairage « standard ». Sur la base de la littérature, des manquements constatés et de réunions avec le personnel soignant, cet éclairage architectural a pris la forme d'une courbe architecturale modulée : l'intensité lumineuse croissait et puis décroissait chaque jour en suivant un rythme cohérent (le pic d'intensité lumineuse maximum étant de l'ordre de 2.000 Lux ; pic quotidiennement situé entre 10h et 12h30, au moment des activités et du repas de midi). Dans le contexte résidentiel, l'effet de la lumière a été testé sur base de dispositifs portables de type Luminettes® auprès des personnes âgées sans pathologie démentielle.

Concernant le volet psychogériatrique (Pèrî, volet le plus ambitieux du projet), la présence d'une lumière architecturale modulée permettait de tester l'impact de l'intensité de la lumière et surtout de sa modulation sur les troubles d'orientation spatio-temporelle de patients souffrant de pathologies démentielles. Aussi trois hypothèses précises avaient été formulées :

- l'équipe de recherche s'attendait à une diminution des problèmes de confusion jour/nuit (et donc à une meilleure orientation temporelle), ce qui devait favoriser une meilleure régulation du rythme veille/sommeil (et donc moins de problèmes de sommeil) chez ces patients
- sur la base d'une exposition prolongée à cette lumière architecturale modulée, un effet bénéfique de la lumière sur l'évolution clinique du patient au cours de son hospitalisation (moins de médication, moins de troubles de l'humeur, moins d'agitation, meilleure régulation biologique ...) était postulé
- enfin, la participation des patients à des séances d'ergothérapie à visée stimulante (exercices physiques) ou relaxante (musicothérapie réceptive) combinées à une lumière tantôt orangée (dite relaxante) tantôt bleutée (dite stimulante) permettrait de tester l'impact du type de lumière sur la participation des patients aux séances et sur leurs réactions à ces dernières. En parallèle, l'impact de la musique a été étudié sur le comportement des patients souffrant des mêmes pathologies.

Par rapport au volet « lumière modulée », la phase de collecte de données s'est étalée sur deux années. La première année, une lumière dite « standard » (habituelle; ou phase *off* incluant un total final de 64 patients) a été appliquée sur l'ensemble du service (intensité constante d'environ 300 Lux). La deuxième année, le même site s'est vu éclairé par une lumière modulée incluant un pic d'intensité à la mi-journée (phase « éclairée » ou dite phase *on* incluant un total de 94 patients). De très nombreux paramètres cliniques et biologiques ont été mesurés pour ces patients à J8 (phase d'entrée du patient à l'hôpital), J30 (1 mois plus tard) et J60 pour les patients restés plus longtemps hospitalisés.

Globalement, sur les paramètres subjectifs (échelles de mesure psychométriques), les résultats se sont révélés peu (voire pas) concluants. Aucun effet statistique n'a permis de dégager une différence nette entre les phases *on* et *off*. Par contre, sur les paramètres dits « objectifs » (via les données d'actimétrie (1) en particulier), les analyses préliminaires mettent en évidence la présence de différences extrêmement encourageantes suggérant un effet positif de la lumière modulée sur divers paramètres tels que :

- le rythme veille/sommeil des patients
- la quantité de sommeil lors des nuits
- le nombre et la quantité des siestes en journées.

L'application de la lumière modulée semble donc avoir amélioré l'ensemble de ces paramètres comparativement à la condition de lumière standard.

Sur la base de ces résultats préliminaires, les analyses se poursuivent et s'affinent, notamment via le développement de nouvelles collaborations. Les données continuent donc à être analysées avec une volonté claire de publications. Ces publications de type empiriques viendraient compléter la revue de littérature soumise pour publication.

Pour ce qui est de l'influence potentielle de la musique sur le comportement, l'équipe de recherche a estimé qu'elle pourrait avoir un effet bénéfique, mais variable selon les individus. Cette hypothèse s'est avérée d'autant que le parcours personnel (choix préférentiel de musique classique ou de répertoires connus de la chanson française, à titre d'exemple) s'est révélé déterminant. Lorsque l'effet est contre-productif, la traduction clinique est simple : abandon des séances.

Concernant le volet institutionnel (résidence du Chemin de Loncin), l'utilisation de dispositifs de « thérapie lumière » portable (la Luminette®) auprès de résidents ne souffrant pas de pathologie démentielle a eu pour ambition :

- de tester leur impact immédiat sur le déroulement de séances d'ergothérapie à visée tantôt stimulante, tantôt relaxante
- de tester leur impact sur l'évolution d'affects dépressifs de résidents préalablement évalués, via une grille d'entretien, comme présentant de tels affects.



Les analyses statistiques n'ont pas révélé d'effet probant des Luminettes® sur le comportement des résidents durant le déroulement d'activités. Il en va de même au niveau des affects dépressifs tout en étant que le faible nombre de résidents « déprimés » ayant porté le dispositif limite les conclusions. Toutefois, au vu des nombreux échanges eus avec les personnes âgées le dispositif semble (du moins dans sa forme actuelle) peu applicable. Par contre, sur la base d'études antérieures, il apparaîtrait opportun de le tester auprès des professionnels de la santé, particulièrement ceux travaillant majoritairement de nuit ou étant souvent coupés de la lumière naturelle.

Enfin, l'expérience et l'expertise développées tant dans le secteur institutionnel qu'hospitalier ont permis de faire évoluer les activités de type ergothérapeutiques. En effet, un des enseignements du projet PLUME a été de modifier progressivement l'utilisation de la musique (avec une forme relaxante ou stimulante en fonction des patients) en fonction des constats théoriques et cliniques. Cette nouvelle pratique nous semble novatrice et pourrait amener la rédaction d'un manuel permettant à tout ergothérapeute de reproduire facilement cette pratique dans « sa » structure (hôpitaux psychogériatriques, MR/MRS, accueils de jour...). Elle pourra également faire l'objet de communications par ISO SL au sein de colloques ou congrès ainsi que de formations/ supervisions tant en interne qu'en externe.

Mots-clés:
luminothérapie | ergothérapie | psychogériatrie | démence

(1) L'actimétrie consiste en un bracelet type montre disposé sur chaque patient. Ce bracelet est muni de capteur qui détectent les mouvements et qui permettent donc d'enregistrer le taux d'activité des patients. En d'autres termes, cela permet de voir en continu si le patient est actif (donc bouge) ou pas. Ces mesures en continu permettent donc d'identifier avec précision les phases veille/sommeil.



Promoteurs: Université de Liège | Département des sciences de la santé publique et Département de psychologie (Pr^{ce} Christiane Gosset - cgosset@uliege.be et Pr Stéphane Adam - stephane.adam@uliege.be)

Partenaire: HE de la Province de Liège, à Seraing (M^{me} Isabel Infantes)

Parrains: Intercommunale de soins spécialisés de Liège; Lucimed (Villers-le-Bouillet)

EN QUELQUES CHIFFRES

712.744 €
Budget

41 MOIS
Durée de la recherche

1
Conférence
(visite de presse)

3
Publications

VIIEILLISSEMENT, CADRE DE VIE ET INSERTION SOCIALE

LE PROJET

Dans le contexte du vieillissement de la population en Belgique francophone, la construction et la rénovation de logements adaptés aux besoins spécifiques des seniors constituent un enjeu social, économique et politique colossal. Or, lorsqu'on questionne les seniors et que l'on observe leurs logements (chez soi ou en institution), il apparaît que ces derniers sont parfois peu propices à un vieillissement serein. Les fonctions de support de mémoire, support de relations sociales et support identitaire de l'environnement matériel sont par exemple méconnus et rarement prises en compte par les divers intervenants du secteur du logement pour seniors. Les prescriptions qui guident la construction ou la rénovation des logements des seniors n'attirent pas suffisamment l'attention des professionnels sur ces fonctions essentielles.

Quand les aînés parlent de leurs lieux de vie, les situations qu'ils évoquent sont le plus souvent relationnelles. C'est une maison que l'on a rénové en couple, un appartement dans lequel on a organisé de belles fêtes de familles, un studio où l'on reçoit la visite des voisins, une chambre qui permet d'observer ce qui se passe dans la rue... Le logement constitue à la fois un repère - un espace d'identification et de protection - et de repaire - un lieu de rencontres et de retrouvailles. Ceci nous amène à considérer que l'habitat, quel qu'il soit, contribue à façonner les rapports humains et qu'à ce titre, il joue un rôle essentiel dans le vécu plus ou moins satisfaisant de la vieillesse.

Si l'on considère que le vieillissement des personnes est un processus qui se caractérise par un retrait progressif d'activités et de relations qui nous occupaient auparavant, le lieu où l'on réside peut contribuer à rendre ces déprises plus acceptables voire à développer des nouvelles « prises » sur le monde. Un logement valorisant peut, par exemple, susciter une vie sociale satisfaisante, ce qui est rarement le cas lorsque le logement est impersonnel et médicalisé. Les appartements visités et dans lesquels les personnes se sentent bien sont aussi très souvent comparables à des musées personnels. On y présente des objets qui ont du sens dans un parcours relationnel : une armoire héritée d'un père menuisier, un vase rapporté d'un voyage mémorable, les photos des enfants et petits-enfants... Ce sont également des objets que l'on échange ou que l'on partage entre résidents d'un habitat pour senior. Les fonctions de support relationnel et de support de mémoire des objets personnels sont essentielles pour les personnes très âgées. La mémoire réactive, dans un moment différé, les relations sociales vécues précédemment. Tout ceci contribue peut-être à expliquer l'attachement que les anciens vouent à leur logement et aux objets qui les entourent.

Entre le 15 septembre 2016 au 14 septembre 2017, une équipe de recherche multidisciplinaire composée de deux centres de recherche (HE2B et HE Condorcet) a pu observer l'usage de ces espaces par les seniors.

Intégrant anthropologues, architectes, ergothérapeutes et ingénieurs sociaux, elle a formulé de nombreuses propositions pour les professionnels de l'aide sociale, acteurs du secteur du logement et du logement pour senior, secteur médical et paramédical, aidants proches, familles et services publics. Ces propositions ont pris la forme de plans de cuisines, de salles de bain, d'appartements mieux adaptés aux seniors, de plans d'immeubles type résidences-services ou de fonctions mixtes, de propositions d'intégration urbanistique des bâtiments, de dessins d'objets adaptés aux seniors. Les recommandations portent également sur l'amélioration des services aux aînés ou en lignes guides pour les professionnels du secteur. Avec l'aide des parrains de l'étude, Maison Marie Immaculée ASBL et La Sambrienne, elles ont été confrontées aux besoins et réalités des acteurs économiques du secteur. L'ensemble des données, analyses et propositions qui résultent de cette étude est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.urias.be/documents/Vademecum%20-%20programme%20Germaine%20Tillion.pdf>

EN QUELQUES CHIFFRES

664.843 €

Budget

41 MOIS

Durée de la recherche

2

Conférences

1

Publication

Mots-clés:

vieillesse | logement | dépendance | autonomie | personnes âgées | gérontechnologie | domotique | urbanisme

PROCESSUS DE CONSTRUCTION D'OUTILS POUR LES GROUPES ET ENTREPRISES SANS SOUFFRANCE

LE PROJET

De plus en plus d'individus se plaignent de stress, de troubles du sommeil, de l'humeur, de l'appétit, de burnout, de troubles somatiques... Selon les chiffres avancés dans une Résolution du Parlement européen (2009), on estime qu'un travailleur sur quatre souffrira au moins une fois au cours de sa vie de troubles psychiques. Le coût pour la société est estimé par l'OCDE à 3,4 % du PIB, soit environ 3.174,07 millions d'euros en Wallonie pour l'année 2018. Dans le même temps, de nombreuses entreprises entendent s'inscrire dans le développement durable et plus spécifiquement la responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

La RSE ne concerne pas que les relations de l'entreprise avec l'extérieur (sous-traitants, pouvoirs publics, stakeholders...) ou les règles de gouvernance, elle porte aussi sur le personnel et l'organisation du travail. Or, force est de constater que les organisations peinent à concilier objectifs financiers et bien-être du personnel et qu'elles sont demandeuses d'interventions efficaces pour les aider sur ce point.

Concrètement, l'objectif du projet est de développer et de valider un protocole d'intervention systémique et stratégique dans les entreprises pour leur permettre de rencontrer les différentes exigences auxquelles elles doivent faire face (rentabilité, productivité, bien-être du personnel, responsabilité sociétale...) tout en garantissant leur développement sur le long terme. Ce protocole d'intervention vise à permettre aux entreprises de prévenir et de gérer les cas de mal-être au travail (pour toutes les catégories de personnel, en ce compris le personnel dirigeant), dans un cadre structurel

d'organisation du travail et des relations de travail, tant au niveau collectif qu'individuel, afin de garantir leur durabilité économique, aussi bien en termes de résultat que de qualité.

La recherche est une recherche qualitative qui a été menée à plusieurs niveaux :

- un premier niveau est principalement théorique et concerne le bien-être au travail, les risques psychosociaux (RPS), l'intervention systémique et stratégique et la RSE
- un deuxième niveau porte sur une analyse a posteriori d'entretiens cliniques en thérapie brève stratégique. Il s'agit de patients qui sont spontanément venus consulter, à titre privé, pour des questions de souffrance et de mal-être au travail
- un troisième niveau concerne des interventions de terrain dans deux entreprises pilotes ayant accepté de participer au projet. Dans la première entreprise-pilote, l'intervention visait principalement à prévenir la souffrance au travail, tandis que dans la seconde entreprise-pilote, l'intervention avait pour objet la gestion de la souffrance au travail
- le quatrième niveau vise à mettre en perspective les enseignements tirés des trois niveaux précédents (analyse théorique, analyse a posteriori de cas cliniques et analyse des interventions dans les entreprises pilotes) afin de répondre à la question centrale de la recherche, à tirer un certain nombre d'enseignements et à dégager, le cas échéant, de nouvelles pistes de recherches.

485.298 €
Budget

42 MOIS
Durée de
la recherche

15
Publications

3
Conférences
(et plusieurs participations
à des tables-rondes)

5
Collaborations
internationales

Promoteur: Université de Namur |
Centre Vulnérabilités et société
(Pr^e Valérie Flohimont -
valerie.flohimont@unamur.be)

Partenaires: HE libre mosane, à
Liège (Pr^e Renée Brocal / Pr Roland
Schmetz)

Parrains: Virages (Louvain-la-neuve)

Mots-clés:

bien-être au travail | burnout | stress | conflits | souffrance au travail |
organisation du travail | responsabilité sociétale des entreprises | intervention
systémique | performance | entreprises | prévention | gestion

En termes de résultats de recherche et brièvement, on peut dire que « l'intervention systémique et stratégique comme outil pour favoriser la qualité de vie au travail » fonctionne, tout comme il avait déjà été prouvé que cet outil était efficace dans le cadre de l'intervention en cas de souffrances familiales. Tant les interventions cliniques qui ont eu lieu en suite de demandes individuelles et privées de patients que les deux interventions qualitatives dans les entreprises pilotes conduisent à une conclusion similaire.

Toutefois, la recherche a également révélé d'autres résultats qui ouvrent sur de nouvelles pistes de recherches ultérieures. Ainsi, il serait notamment utile de se concentrer, dans le futur, sur les apprentissages managériaux qui découlent de l'intervention systémique et stratégique, quel que soit le niveau de responsabilité dans l'organisation ainsi que sur les effets de ces apprentissages en matière de bien-être des collaborateurs. La dernière étude de Securex sur

la (perception de la) qualité des managers renforce d'ailleurs le constat des chercheurs puisque selon cette étude, non seulement les managers se considèrent comme meilleurs qu'ils ne le sont en réalité d'après leurs collaborateurs, mais les travailleurs « qui disent avoir un bon manager, ressentent moins de stress au travail (19 % contre 41 %), sont plus satisfaits de l'entreprise pour laquelle ils travaillent (84 % contre 36 %) et de leurs conditions de travail (81 % contre 35 %) et se sentent plus compétents dans leur travail (82 % contre 58%)». En d'autres termes, le mode et les modalités de management dans les entreprises constituent un élément fondamental de la prévention et de la gestion des risques psychosociaux. Or, dans ce domaine, des progrès restent à faire. Dans le même ordre d'idée, une recherche complémentaire pourrait être menée afin de mesurer l'impact d'une intervention systémique et stratégique collective, c'est-à-dire sur un groupe de personnes amené à travailler fréquemment ensemble.

DÉVELOPPEMENT D'UN SYSTÈME COMMUNAUTAIRE ET INTELLIGENT POUR LE PARTAGE DE VÉLOS

LE PROJET

Les systèmes de vélos en libre-service, qui permettent à chacun de louer un vélo pour un trajet déterminé, connaissent un grand succès et jouent un rôle social important en contribuant à la mobilité. De nombreuses villes proposent déjà un tel service et d'autres sont en train de s'équiper.

Néanmoins, les systèmes actuels réclament souvent l'installation de parcs de bornes (stations) auxquelles les vélos doivent être attachés lorsqu'ils ne sont pas utilisés, ce qui présente notamment les inconvénients suivants pour l'utilisateur :

- la mobilité offerte est contrainte par la zone couverte par les stations
- si une station n'a plus de borne disponible, les usagers doivent rechercher une autre station pour déposer leur vélo, avec les conséquences qui peuvent en découler : rendez-vous manqué, stress, insatisfaction ...
- le système actuel ne garantit pas qu'un vélo sera disponible au moment voulu.

Par ailleurs, le coût relatif à l'installation et à l'entretien des bornes pèse lourdement sur la rentabilité du système, qui n'est accessible qu'aux agglomérations d'une certaine taille.

L'objectif du projet SHAREABIKE, mené par les universités de Mons et de Namur, avec le parrainage de la Ville de Mons, du Groupe TEC et de l'asbl Pro Velo, était de développer un système intelligent et communautaire de partage de vélos, affranchi de la contrainte des bornes.

Dans le cadre du projet, un prototype de plateforme informatique a été conçu, sur la base d'une analyse approfondie des technologies existantes, des attentes des utilisateurs (étude socio-économique) ...

La plateforme informatique SHAREABIKE se compose d'une application serveur, d'une interface d'administration et d'une application mobile. Cette application mobile permet aux utilisateurs de SHAREABIKE de localiser, sur carte, les vélos disponibles à proximité, d'en choisir un, de le réserver, puis de le louer. Une fois le vélo loué, il est possible d'ouvrir, d'un simple clic, le cadenas électronique. Lorsqu'on n'a plus besoin du vélo, on l'attache à un support fixe, à l'aide du cadenas électronique, et on arrête la location au travers de l'application mobile ; le vélo est alors disponible pour un prochain utilisateur.

Le système SHAREABIKE présente les avantages suivants sur le plan social :

- amélioration de la mobilité (les déplacements sont facilités, sans la contrainte des bornes)
- accroissement du report modal par la souplesse du système
- disponibilité d'un moyen de transport ponctuel pour les couches de la population moins favorisées
- contribution au respect de l'environnement
- lutte contre l'hyper-consommation (le partage de vélos s'insère dans la mouvance de la consommation collaborative)
- création d'emplois « sociaux » (pour la redistribution des vélos, par exemple)
- participation à la qualité du cadre de vie et de la santé publique (l'effort physique est bénéfique).

EN QUELQUES CHIFFRES

842.850 €
Budget

41 MOIS
Durée de la recherche

3
Publications

7
Conférences
(et participation au Salon Bike Brussels)

Promoteur: Université de Mons | Institut de recherche en technologies de l'information et sciences de l'informatique (P^r Daniel Tuyttens - daniel.tuyttens@umons.ac.be)

Partenaires: Université de Namur | Institut namurois des systèmes complexes (P^r Timoteo Carletti; Université de Namur | Centre de recherche sur la consommation et les loisirs (P^r Pietro Zidda)

Parrains: Société régionale wallonne des transports (Namur) | Ville de Mons | ProVélo (Bruxelles)

Mots-clés:
vélos | partage | communauté | informatique | innovation

VISIONARY

VISUAL IMPAIRMENT SOLUTIONS FOR IMAGE-BASED OPEN-EDUCATION AND WEB NAVIGATION RESEARCH AND STUDY

LE PROJET

VISIONARY est un projet de recherche de solutions améliorant l'accessibilité du web pour les personnes souffrant de déficiences visuelles, et en particulier, le daltonisme.

Le projet a été financé par la Région Wallonne et est poursuivi dans un partenariat associant une haute école (HE Albert JacquardJ), l'Université de Namur et une entreprise privée (Dogstudio).

Par ce projet, les chercheurs avaient pour objectif d'identifier des opportunités d'améliorer l'expérience-utilisateur de personnes ayant des déficiences de perception de la couleur, et de développer des solutions fonctionnelles, de l'hypothèse de leur validité à leur implémentation au niveau proof of concept.

La méthodologie utilisée était la suivante :

- état des lieux des recherches sur le daltonisme (lecture et rencontres avec des daltoniens, réalisation de tests d'oculométrie)
- état des lieux des solutions actuelles en terme d'accessibilité pour le web aux malvoyants et daltoniens
- définition, sur la base de ces tests d'oculométrie, de recommandations d'accessibilité à destination des web designers et développeurs
- conception et réalisation d'une liste de livrables permettant d'améliorer leur confort d'utilisation et le risque d'erreurs induites par les interfaces en ligne.

Les interviews et tests d'oculométrie réalisés auprès de personnes daltoniennes ont permis d'identifier des situations problématiques pour différents types de daltonisme durant l'utilisation de logiciels de bureautique, la consultation d'interfaces web ou la pratique de jeux vidéos.

De ces constats, l'équipe de recherche a développé une solution logicielle consistant à mesurer la vision de l'utilisateur sur base d'un test de classement des couleurs en ligne (test de Farnsworth D-15 disponible gratuitement sur <https://colour-blindness.org/>). Les résultats de ces mesures sont stockées en tant que profils de vision dans le système expert, qui les rend disponibles à une extension pour le navigateur Chrome. Ladite extension, une fois installée, peut lire ce profil pour appliquer un correctif du rendu des couleurs de la page consultée, adapté à la vision de l'utilisateur qui a créé ce profil de vision.

Par ailleurs, l'équipe a également mis à disposition du public une série de conseils pour rendre ses visuels et interfaces accessibles aux personnes daltoniennes.

Mots-clés:
web | design | ergonomie | couleurs | contraste | daltonisme

EN QUELQUES CHIFFRES

649.380 €
Budget

36 MOIS
Durée de
la recherche

2
Publications
(et un site internet :
<https://colour-blindness.org/>)

Promoteur: HE Albert Jacquard (Alexandre Plennevaux - alexandre@colourblindness.org)
Partenaire: Université de Namur | Research Center on Information Systems Engineering (Pr Pierre-Yves Schobbens)
Parrain: DogStudio (Namur)

CRÉATION D'UNE APPLICATION PÉDAGOGIQUE OPEN SOURCE DE CARTOGRAPHIE DES DÉBATS ET CRÉATION DE SA PLATEFORME GÉNÉRIQUE POUVANT SERVIR ULTÉRIEUREMENT DE BASE À D'AUTRE APPLICATIONS

LE PROJET

Le projet WEBDED, lancé en septembre 2014 par trois centres de recherche de l'Université catholique de Louvain et de l'Université de Namur, a été financé jusqu'en janvier 2018 par la Région wallonne et poursuit désormais son développement à l'aide d'autres financements publics. Le projet visait à développer un système collaboratif d'archivage des arguments mobilisés dans les débats publics (qu'ils soient politiques, scientifiques, sociétaux ou autres). Il se concrétise par une plateforme collaborative *open source* (www.webdeb.be) qui permet de radiographier chaque affirmation, en identifiant qui la soutient ou la conteste, et sur la base de quels arguments.

La base de données relationnelle est fondée sur trois éléments (acteurs, textes et affirmations), chacun d'eux relié aux deux autres, avec en outre des relations entre acteurs (liens d'affiliation) et entre affirmations (liens de similarité ou de justification). La base de données relationnelle ainsi structurée est consultable sous de multiples angles, présentés dans quatre écrans de visualisation (acteur, texte, affirmation et dossier). Chacun de ces écrans est constitué de plusieurs onglets présentant les données de manière graphique.



Promoteurs: Université catholique de Louvain | Groupe interdisciplinaire de recherche sur la socialisation, l'éducation et la formation (P^r Bernard Delvaux - bernard.delvaux@uclouvain.be)

Partenaires: Université catholique de Louvain | Centre de traitement automatique du langage (P^r Cédric Faron); Université de Namur | Research Center on Information Systems Engineering (P^r Pierre-Yves Schobbens)

Parrains: Early Tracks (Louvain-la-neuve); Audaxis (Braine-l'Alleud)

EN QUELQUES CHIFFRES

Cette base de données est essentiellement alimentée via des formulaires par des contributeurs humains, avec l'aide de divers services de traitement automatique du langage, de dispositifs d'importation (semi-)automatique de textes, *tweets* ou acteurs, et de systèmes de remplissage automatique de certaines variables.

Les internautes préalablement enregistrés peuvent directement contribuer à la plateforme publique mais peuvent aussi le faire au sein de groupes spécifiques, dont l'accès est ou non ouvert et dont le contenu est visible ou non de la plateforme publique.

L'usage de cette plateforme se situe d'abord dans le milieu éducatif, où divers scénarios d'usage pédagogique de WEBDEB ont été mis au point, mais l'objectif est à terme de diffuser WEBDEB dans d'autres milieux en constituant une communauté croissante de contributeurs et en assurant la pérennité économique via un modèle « non profit ».

WEBDEB la plateforme collaborative qui décrypte les débats

Explorer WEBDEB pour...	Contribuer à WEBDEB pour...	Enseigner avec WEBDEB pour...
savoir qui est qui et qui dit quoi	partager des arguments qui interpellent	apprendre à traiter les infos avec rigueur
y voir clair dans ce qui fait débat	signaler des liens entre acteurs	apprendre à décoder les prises de position

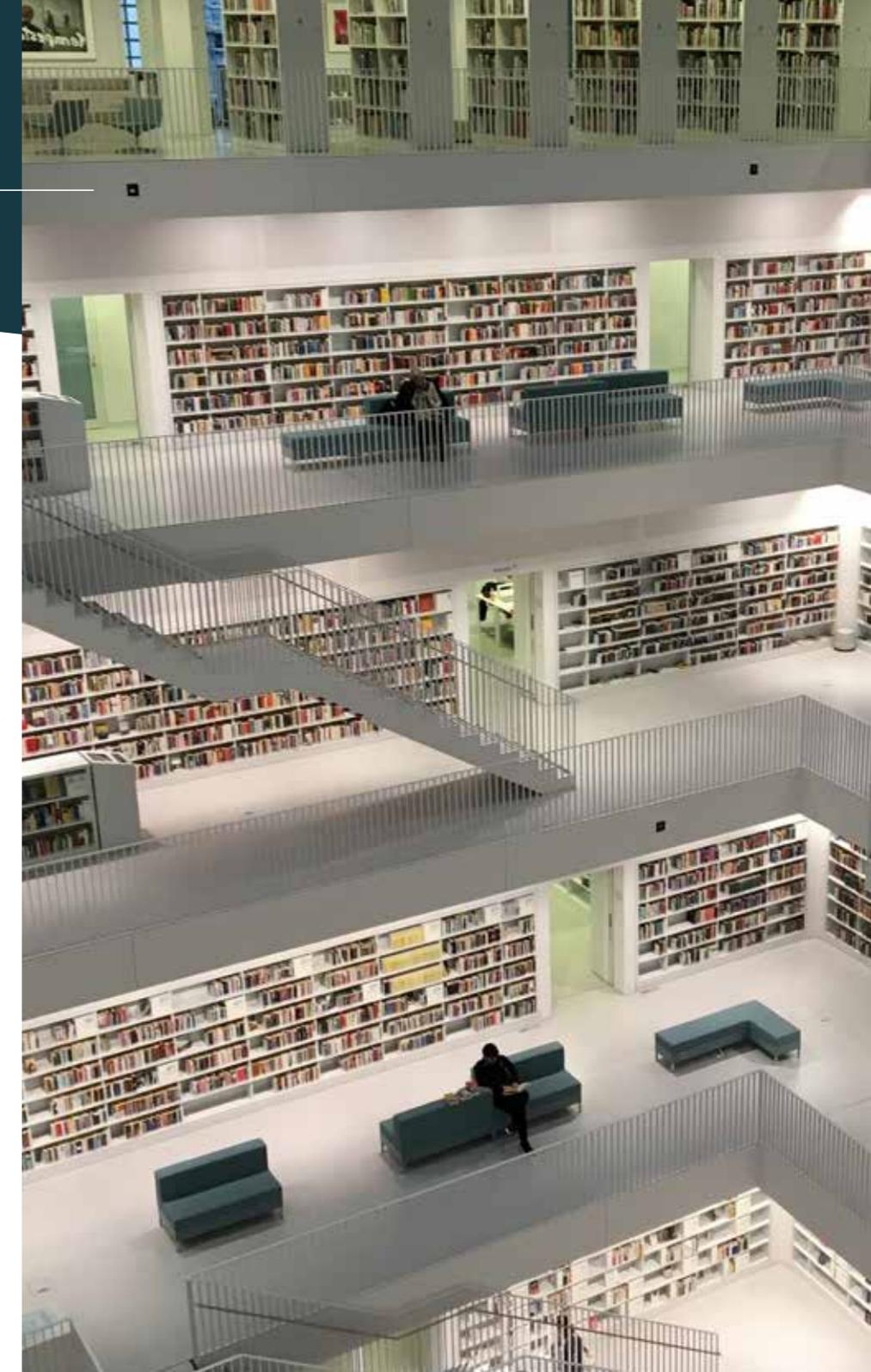
Mots-clés:
plate-forme logicielle | open source | débats | arguments | affirmations | cartographie | pédagogie

777.697 €
Budget

41 MOIS
Durée de la recherche

5
Conférences

3
Publications
(et 2 posters)



UN OUTIL AU SERVICE DES PROCESSUS D'INNOVATION SOCIALE DANS LE MAINTIEN À DOMICILE DES PERSONNES ÂGÉES EN RÉGION WALLONNE

LE PROJET

WISDOM est une recherche partenariale multidisciplinaire dont le but était d'analyser les innovations sociales dans l'accompagnement à domicile des personnes âgées en Wallonie. Sa finalité opérationnelle était de fournir des connaissances appropriables par les organisations de terrain, et plus particulièrement les employeurs du secteur à profit social et les pouvoirs publics, en vue de soutenir l'innovation dans ce domaine. Elle a permis d'identifier 42 cas d'innovations relevant de l'économie sociale. L'enquête portait sur 14 d'entre elles dont elle étudie :

- les modes de collaboration interprofessionnelle
- le bien-être et la motivation au travail
- la mobilisation des ressources pour répondre aux besoins de financement.

En l'absence de critères généraux et consensuels de définition de l'innovation sociale, WISDOM propose une définition pragmatique articulée à l'aspiration sociale du « vieillir chez soi » et à la perception qu'en ont des acteurs-clé du territoire. Il s'agit de toute initiative (émergente ou déjà établie) visant à répondre (directement ou indirectement) à cette aspiration. Les innovations s'adressent aux besoins concrets nés de cette aspiration, qu'ils soient exprimés par les personnes âgées et/ou par d'autres parties prenantes (professionnels [rémunérés] de l'aide, des soins et de la santé/du social, bénévoles, aidants proches).

WISDOM s'est appuyée sur un dispositif méthodologique mixte articulant études approfondies de cas, enquête par

questionnaire (quanti) et recherche-action par entretiens et focus groups. Les résultats ont permis d'identifier sur quoi portent les innovations, leurs facteurs d'émergence et les risques auxquels elles font face :

- l'innovation sociale intervient dans différents domaines: (1) l'habitat alternatif ; (2) les approches communautaires de l'accueil ou de la santé ; (3) le soutien aux aidants proches et le répit spécialisé ; (4) les équipes multidisciplinaires d'intervention au domicile ; (5) l'accompagnement psychologique centré sur les capacités préservées et (6) les services intégrant une dimension géronto-technologique
- les innovations de service sont prédominantes. Elles répondent à des enjeux tels que la lutte contre l'isolement social, la solidarité inter- ou intra-générationnelle et l'accessibilité (horaires, lieu) des services. Les innovations visant le fonctionnement des services sont moins nombreuses. Elles visent principalement à améliorer la coordination inter- ou intra-organisationnelle et la relation à l'utilisateur (ex. : via la formation). Elles interrogent en revanche peu leurs pratiques au regard de la gouvernance participative, du bien-être au travail ou l'accessibilité financière. Les innovations de produits sont quasi-absentes
- une série d'innovations sociales s'articule autour de réponses à la maladie d'Alzheimer. Elles interviennent dans un contexte d'incertitude et d'échec des réponses médicales. Les projets introduisent du changement par la marge, brisent les routines propres à l'univers

médical et développent une vision de l'aide basée sur une autre représentation de la maladie et orientée sur les aspects relationnels du binôme aidé-aidant

- l'hybridation des ressources est déterminante lors de la phase d'émergence de l'innovation sociale. Mais rares sont les projets qui parviennent à s'accompagner de nouvelles manières de se financer. De plus, l'hybridation connaît des limites dans la phase post-émergence, vu la difficulté croissante à mobiliser des subventions publiques et l'incertitude des autres modes de financement. Ceci pourrait limiter l'accessibilité aux services innovants (hausse du tarif, sélection des usagers aux profils les moins risqués)
- les chances de succès des innovations sociales dans le vieillissement dépendent de leur capacité à distinguer les degrés et formes de la vulnérabilité (ex. : les problématiques des personnes très âgées ne sont pas identiques à celles des personnes âgées « jeunes ») et à s'y adapter
- dans le cas d'un programme de soutien public (ex : Protocole 3), le caractère innovant du projet a pu être bridé par un canevas de sélection et de financement des innovations davantage approprié aux innovations de nature technologique (*top-down, proof of concept*) que sociale

- la dynamique d'innovation risque de renforcer la tension entre le bien-être des travailleurs et celui des bénéficiaires, surtout quand l'amélioration du service aux bénéficiaires se fait au détriment des rythmes ou de la latitude décisionnelle au travail. Travailler pour une organisation porteuse d'une dynamique d'innovation sociale ne procure donc pas en soi un niveau élevé de satisfaction au travail et de bien-être, sauf quand un élément innovant propre au travail intervient (ex. une dynamique participative).

Afin de rendre notre système d'accompagnement du vieillissement à même de faire face à ses enjeux en termes de soutenabilité, amplifier les propriétés transformatrices de ces expérimentations est nécessaire. Peuvent y contribuer des espaces partagés d'apprentissage entre innovations issues des domaines susmentionnés, ouverts à d'autres secteurs (ex. : la mobilité, le logement, la culture ...) ou niveaux d'intervention (celui des niches d'innovations comme celui du régime dominant), ainsi qu'un soutien public adapté aux caractéristiques de l'innovation sociale.

Mots-clés:
innovation sociale | maintien à domicile | plan d'affaire | qualité de l'emploi | services de proximité

EN QUELQUES CHIFFRES

582.971 €
Budget

42 MOIS
Durée de la recherche

15
Publications

26
Communications scientifiques
(et 10 autres communications)

4
Collaborations internationales

Promoteurs : Université catholique de Louvain (Pr^e Marthe Nyssens – marthe.nyssens@uclouvain.be et Pr^e Florence Degavre - florence.degavre@uclouvain.be)

Partenaires : Université catholique de Louvain, Institut de recherche santé et société (Pr Jean Macq) et Université libre de Bruxelles, Centre de recherche interdisciplinaire Approches sociales de la santé (Pr^e Perrine Humblet)

Parrains : Union des entreprises à profit social (UNIPSO) (Bruxelles et Namur)



POSTFACE

Le programme « Germaine Tillion » a marqué la volonté des pouvoirs publics de soutenir l'innovation sociale en Wallonie pour faire face aux défis sociétaux et créer des solutions durables qui améliorent le bien-être de chacun tout en permettant de rencontrer les défis économiques.

UNIPSO, comme partenaire d'un projet ou via plusieurs de ses membres, ainsi que LIEU et SYNHERA dans leurs missions de contribution au montage et d'accompagnement de projets d'innovation y ont participé activement.

Depuis 2015, des acteurs de terrain, des chercheurs et des représentants des pouvoirs publics et d'institutions financières, réunis au sein du Cluster Innovation Sociale ont aussi permis de structurer certaines réflexions pour co-construire un écosystème soutenant le développement de l'innovation sociale en Wallonie.

L'innovation sociale ne s'oppose pas à l'innovation technologique ou non technologique (sciences humaines sociales) mais s'imbrique avec celles-ci. L'innovation sociale a besoin d'être stimulée et soutenue de la même façon, notamment par la recherche partenariale et le transfert de connaissances.

UNIPSO, LIEU et SYNHERA s'associent aujourd'hui pour remercier le Service public de Wallonie pour la visibilité donnée aux projets de recherche et d'innovation sociale à l'occasion de cette rencontre. Ils plaident aussi pour :

- reconnaître l'innovation sociale comme un levier de développement de la Région Wallonne
- renforcer le rôle de la recherche partenariale et du transfert de connaissances dans ce développement
- prendre en compte l'aspect transversal de l'innovation sociale
- mettre en place des lieux de rencontre entre les acteurs de terrain et les chercheurs pour répondre aux besoins de chacun dans une logique de co-construction
- s'appuyer sur la mesure de l'impact social pour établir les critères de réussite des appels à projets
- favoriser des dispositifs de financement de la recherche appliquée.

Sabine Dossa, directrice de SYNHERA
Michel Morant, directeur du réseau LIEU
Dominique Van de Sype, secrétaire général de UNIPSO

LE COLLOQUE

01.10.2019

À l'occasion de la clôture du programme « Germaine Tillion » dédié à la recherche en innovation sociale, le SPW recherche, en collaboration avec le réseau LIEU, SYNHERA et UNIPSO, et avec le soutien de Wallonie Bruxelles International, organise, le 1^{er} octobre 2019, un colloque d'une demi-journée consacré à la place de la recherche et de l'innovation sociale dans l'économie wallonne.

PROGRAMME

09.00 - 09.30

Présentation de la journée et bilan du **programme Germaine Tillion**

09.30 - 10.30

Présentation de quatre **success stories** :

- SEAMPAT
- SHARE A BIKE
- VISES
- WISDOM

10.30 - 11.30

Keynote speeches

- Tom Dedeurwaerdere (Centre de philosophie du droit de l'Université catholique de Louvain)
- Francesca Petrella (Laboratoire d'économie et de sociologie du travail) (unité conjointe du Centre national de la recherche scientifique et de l'Université d'Aix - Marseille)

11.30 - 11.45

Pause café

11.45 - 12.45

Ateliers au choix :

- **ATELIER N° 1** : « L'impact de la recherche : de la détection des besoins sociétaux à la mesure de l'impact sur le terrain », animé par Sybille Mertens et Charlotte Moreau (Centre d'économie sociale de l'Université de Liège)
- **ATELIER N° 2** : « Innovation technologique et non technologique : des réponses multidisciplinaires à des problèmes sociétaux », animé par Laurent Verbauwheide et Frédéric Rasson (Direction de l'économie sociale du Service public de Wallonie)
- **ATELIER N° 3** : « Financement et accompagnement des projets d'innovation sociale », animé par Flora Kocovski (SOWECSOM)

12.45 - 13.00

Conclusions des ateliers

13.00 - 13.10

Conclusions de la journée

13.10 - 16.00

Lunch, networking et poster session



A PROPOS

LE DÉPARTEMENT DE LA RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE COMPREND TROIS DIRECTIONS :

- **La Direction des Programmes de recherche**, qui a pour mission d'améliorer, par le biais d'appels à propositions (régionaux, fédéraux et internationaux, dont les ERAnets et les projets FEDER et Interreg), le niveau scientifique et technique des entreprises, des centres de recherche, des universités et des hautes écoles afin de contribuer à terme au développement économique et social de la Wallonie ;
- **La Direction des Projets de recherche** est orientée entreprises : elle les soutient dans leurs projets de recherche et d'innovation qui participent au développement économique de la Wallonie, elle gère les mécanismes d'aides généraux qui permettent le financement de projets de recherche industrielle et de développement expérimental, les programmes FIRST entreprises et les projets de recherche collaboratifs des pôles de compétitivité ;
- **La Direction de l'Accompagnement et de la Sensibilisation**, qui gère des mécanismes d'aide plus spécifiques s'adressant exclusivement aux PME leur permettant de lever les incertitudes financières et techniques relative à tout projet industriel. Elle favorise la valorisation des projets de recherche menés au sein des universités et des hautes écoles ; elle soutient et organise des actions de sensibilisation aux sciences et aux techniques et de promotion de l'innovation.

Le Département est dirigé par l' Rose Detaille depuis le 1^{er} septembre 2018.

Editrice responsable : Ir Isabelle Quoilin, directrice générale

Responsable du Département de la Recherche et du Développement
technologique : Ir Rose Detaille

Responsable de la Direction des Programmes de recherche : Ir Alain Gillin

Coordination : Pierre Demoitié et Dr Grégory Fonder

Mise en page : Agence Communika, Mons - www.communika.be

Impression : Agence Communika, Mons - www.communika.be

Septembre 2019

D/2019/11802/58

DISPONIBLE GRATUITEMENT SUR SIMPLE DEMANDE À
dpr.dgo6@spw.wallonie.be jusqu'à épuisement du stock.

TÉLÉCHARGEABLE SUR

RECHERCHE-TECNOLOGIE.WALLONIE.BE > PUBLICATIONS

Ce rapport a été publié à l'occasion de la journée « Recherche et innovation sociale dans l'économie wallonne » organisée le 1^{er} octobre 2019 au Cercle de Wallonie, à Namur, en collaboration avec le réseau LIEU, SYNHERA, UNIPSO et avec le soutien de Wallonie Bruxelles International et de l'Université de Namur. Les données qu'il contient ont été fournies par les bénéficiaires à la fin de la recherche qu'ils ont exécutée.



 recherche-technologie.wallonie.be

 SPW Recherche